INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 22 octobre 2021**

* Les marchés européens ont terminé la semaine sur une note positive, soutenus par les résultats des entreprises et une bonne nouvelle dans le dossier Evergrande. L'indice CAC 40 a clôturé sur un gain de 0,71% à 6 733,69 points, lui permettant d'afficher une progression hebdomadaire de 0,09%. L'EuroStoxx50 a progressé de 0,85% à 4 190,89 points, s'adjugeant 0,19% depuis lundi. L'indice Dow Jones s'apprête pour sa part à finir sur une hausse d'environ 1% en 5 séances.
* La fin de semaine a également été marquée par la baisse de l'indice Vix, qui mesure la volatilité de l'indice S&P 500, à moins de 15, soit son plus bas niveau depuis le début de la pandémie.
* Pour la première fois depuis longtemps, les investisseurs ont pris connaissance d'une bonne nouvelle en provenance de Chine. Le promoteur immobilier chinois en difficulté, Evergrande, a récemment effectué le versement d'un coupon, évitant pour l'instant un éventuel défaut, ont affirmé le Securities Times.
* Les intervenants n'ont porté que peu d'attention aux indices des directeurs d'achat. L'activité dans le secteur privé de la zone euro a ralenti en octobre, a annoncé le bureau d'études IHS Markit, pénalisée par les pénuries. L'indice des directeurs d'achat Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est tombé à un plus bas de 6 mois à 54,3 après 56,2 en septembre. Le consensus s'élevait à 55,2.
* La bonne performance opérationnelle des sociétés a été l'autre moteur de la hausse.
* Mardi dernier, le cours du cuivre a atteint 4,61 dollars la livre, à quelques cents de son record de mai. Le métal rouge, en hausse de 30% depuis le début de l'année, est principalement soutenu par la spéculation suscitée par la faiblesse des stocks mondiaux. Ces derniers atteignaient mi-octobre 279 000 tonnes, soit près de la moitié de leur moyenne des cinq dernières années. L’offre est ralentie ces dernières semaines par la décision de la Chine de rationner l’approvisionnement en électricité les usines de production en raison de la flambée des coûts de l’énergie.
* Le yen a gagné cette semaine 0,5% face au billet vert, terminant vendredi à 113,69¥ par dollar. La devise japonaise était cependant tombée jusqu'à 114,67 lundi, un niveau jamais vu depuis fin 2018, après un repli de 5% en trois semaines. Les analystes tiennent pour principale responsable de ce passage à vide la hausse du prix des matières premières, facturées en dollar et dont le Japon est très un friand importateur. La politique ultra-accommodante de la banque centrale est elle aussi en cause, en raison de son décalage de plus en plus marquée avec celle de la BCE et de la Fed.
* L'activité dans le secteur privé français a ralenti en octobre, a annoncé le bureau d’études IHS Markit, les pénuries ayant freiné la production manufacturière. L’indice des directeurs d’achat (PMI) Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est tombé à un plus bas de 6 mois à 54,7 après 55,3 en septembre. Il est conforme aux attentes. Le PMI des services est passé de 56,2 à 56,6 entre septembre et octobre et celui du secteur manufacturier, de 55 à 53,5. Le premier est au plus haut depuis 3 mois et le second est au plus bas depuis 9 mois.

Ils étaient attendus à respectivement 55,5 et 54.

" Alors que jusqu'à présent, les pénuries d'intrants s'étaient principalement traduites par des hausses de prix, elles se répercutent désormais de manière tangible sur les niveaux de production et sur les carnets de commandes, les entreprises ne disposant pas de stocks nécessaires à la production de leurs biens manufacturés et les clients se trouvant obligés d'annuler ou de reporter leurs commandes " a commenté Joe Hayes, économiste chez IHS Markit.

Avant d'ajouter : " Les entreprises interrogées en octobre ont indiqué que certains pans de l'économie, notamment l'industrie automobile, sont en réelle difficulté ".

* À la fin du deuxième trimestre 2021, le ratio de la dette publique par rapport au PIB dans la zone euro s’est établi à 98,3% contre 100% à la fin du premier trimestre 2021. C'est ce qu'a révélé vendredi Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Cette évolution favorable est due au rebond du PIB lié à la reprise économique, tandis que la dette a continué d’augmenter pour financer les mesures mises en place pour atténuer l’impact économique et social de la pandémie de coronavirus.
* Le chiffre du jour : 8,1% = le gouvernement français table désormais un déficit public de 8,1% du PIB cette année. Il anticipait 8,4% précédemment.

**SOCIETES**

* A Paris, les bonnes performances de L'Oréal et Rémy Cointreau ont été saluée. Même Renault, dont la pénurie de puces amputera sa production de 500 000 véhicules, a fini sur un gain d'un peu moins de 1%. En revanche, Air Liquide a cédé 0,0,33% en dépit d'une croissance interne plus solide que prévu.
* La mauvaise nouvelle était attendue, mais pas dans de telles proportions. Renault estime que la pénurie de semi-conducteurs, et les arrêts de production qu’elle entraine, le privera de la production d’environ 500 000 véhicules cette année. C’est bien plus que les 200 000 unités évoquées l’été dernier. Après avoir connu un début de séance difficile sur la place de Paris, Renault est finalement parvenu à clôturer en hausse de 0,63% à 31,15 euros.
* Après LVMH et Hermès, c'est au tour de L'Oréal d'impressionner. Le numéro un mondial des cosmétiques bondit de 6,2% à 391,95 euros dans le sillage de ventes trimestrielles nettement supérieures aux attentes du marché. Au troisième trimestre, le groupe familial a réalisé un chiffre d'affaires de près de 8 milliards d'euros, en progression de 13,6%, dont 13,1% en données comparables. Le consensus tablait sur une hausse de 8,4% en données comparables.

La division Cosmétique active affiche le dynamisme le plus important : +28,4% à 951,4 millions d'euros en comparables, devant L'Oréal Luxe, dont les revenus ont augmenté de 20,7% à 3,12 milliards d'euros. La division Produits Professionnels a connu une croissance de 10,3% à 945,6 millions d'euros. Enfin, les Produits Grand Public ont vu leur chiffre d'affaires croître de 3,2% à 2,979 milliards d'euros.

* Vivendi se hisse sur le podium du CAC 40 à la faveur d'un gain de 2,92% à 11,64 euros, grâce à une publication trimestrielle meilleure qu'attendu. En effet, pour son premier point d'activité post-introduction en bourse d'UMG, le groupe de médias a réalisé un chiffre d'affaires de 2,476 milliards d'euros, en hausse de 14,1%, dont 10,3% de croissance interne. C'est 7% au-dessus des estimations d'UBS, qui visait 2,319 milliards d'euros.

La croissance a été tirée par Canal+, désormais la principale division du groupe, représentant 59% de l'activité. La chaîne cryptée a connu une croissance de 6,3% à 1,467 milliard d'euros au troisième trimestre 2021 grâce au développement à l'international (+2,7%) et à Studiocanal (+43%). UBS visait une croissance de 3% à 1,421 milliard d'euros.

L'agence de communication Havasa pour sa part connu une croissance de 21,8% à 590 millions d'euros, la banque suisse ayant anticipé une hausse de 5% à 510 millions. L'activité au troisième trimestre se situe désormais 6% au-dessus d'il y a deux ans.

Enfin, la troisième plus grosse division de Vivendi, représentée par Editis, a connu un repli de 0,8% à 230 millions d'euros, contre des attentes de 232 millions d'euros.

* La lumière au bout du tunnel ? Dans un contexte de reprise de l’activité, Klépierre vise désormais un cash-flow net courant d’au moins 2 euros par action en 2021. Cela représente une hausse de 11 % par rapport à sa précédente cible. Si ce nouvel objectif reste conditionné à l’absence de restriction sanitaire forte d’ici la fin de l’année, les investisseurs ont bien reçu le message. La foncière spécialisée dans les centres commerciaux a bondi de 7,77% à 20,59 euros sur la place de Paris, signant ainsi la plus forte progression du SBF 120.

" Comme nous l'avons déjà constaté en 2020, dès la levée des restrictions, la fréquentation et les ventes rebondissent rapidement car nos clients sont heureux de profiter à nouveau de l'expérience unique offerte par nos centres. Nos commerçants ont également repris leurs programmes d'expansion, comme en témoigne le dynamisme de l'activité locative ", a expliqué Jean-Marc Jestin, le président du directoire.

" Par conséquent, notre activité se normalise rapidement et se rapproche des niveaux d'avant Covid en matière de recouvrement des loyers et de ventes des commerçants ", a-t-il ajouté.

* Rémy Cointreau a réalisé un chiffre d’affaires de 645,3 millions d’euros au premier semestre de son exercice (avril-septembre 2021), en progression de 52% en organique. En données publiées, le chiffre d’affaires a progressé de 49,8%, intégrant un effet périmètre positif de +0,5% (acquisitions de Brillet et de Telmont), et une évolution défavorable des devises (-2,7%). Au second trimestre, l'activité a atteint 352,2 millions d'euros, en hausse de 23,7% en organique, une croissance supérieure aux attentes du groupe de spiritueux.

Pour l'année 2021-22, Rémy Cointreau vise "une croissance forte" de son Résultat Opérationnel Courant, modérée par des effets devises (entre -10 millions et -14 millions d'euros) et un effet périmètre (environ -2 millions).

* Le chiffre d'affaires consolidé du groupe ADP a affiché une hausse de 11,9 %, à 1,868 milliard d'euros sur les 9 premiers mois de 2021, par rapport à la même période en 2020. Les activités aéronautiques restent quasi-stables (+0,1%), alors que les commerces et services ont progressé de 4,9% sous l'effet de la reprise du trafic. une reprise qui a également bénéficié au segment International et Développement Aéroportuaire, en hausse de 46,2% sur un an, à 488 millions d'euros.

Sur les 9 premiers mois de l'année 2021, le trafic du groupe est en hausse de 14,5%, à 104,9 millions de passagers, dont une baisse de -5,5% pour Paris Aéroport avec un total de 26,3 millions de passagers.

Concernant ses prévisions, le réseau d'aéroports s'attend toujours cette année à un trafic compris entre 40% et 50% de celui de 2019 et à une marge d'Ebitda comprise entre 15% et 20%.

**ANALYSES**

* Le pic de croissance semble bel et bien derrière nous. C'est en tout cas ce qui ressort des enquêtes de l'institut IHS Markit auprès des entreprises européennes. L'indice PMI dans la zone euro a reculé à 54,3 points en octobre contre 56,2 points le mois précédent. Il s'agit d'un plus bas depuis six mois.

Aucune raison de paniquer toutefois car l'indice reste au-dessus de 50 points, ce qui signifie que l'activité économique croît toujours du point de vue des chefs d'entreprise. Simplement, elle progresse moins vite que cet été. Il est logique qu'après l'arrêt des confinements, la réouverture des économies, et l'euphorie qui s'en était suivie, un ralentissement se profile.

Mais ce ralentissement a d'autres explications qu'une seule normalisation de l'économie. L'activité a été « freinée par une intensification des problèmes d’approvisionnement », selon les économistes d'IHS Markit. Ils expliquent que « l'allongement des délais de livraison des consommations intermédiaires signalé au cours du mois par les répondants à l'enquête a été le deuxième plus important enregistré en plus de vingt ans d'enquête, les pénuries d'approvisionnement et les problèmes de transport s'étant à nouveau aggravés en octobre ».

Le secteur automobile a été particulièrement touché. Et c'est donc sans surprise l’économie allemande, la plus exposée à cette activité, qui a été le plus affectée par ces problèmes d'approvisionnement. La production manufacturière dans la zone euro a ainsi son taux de croissance le plus faible depuis les confinements du printemps 2020.

Conséquence logique de ces goulots d’étranglement et de la production empêchée, les prix augmentent. D'autant que la crise énergétique et l’envolée des prix du gaz et donc de l'électricité sont venues se greffer sur ces difficultés. En Allemagne, les prix à la production ont grimpé en octobre de 14,2 %, selon l'institut de statistique du pays, Destatis. Il s'agit de la plus forte hausse depuis octobre 1974, c'est-à-dire lors du premier choc pétrolier. Et le phénomène est le même en Chine, en Corée du Sud et aux Etats-Unis.

Dans la zone euro, « les prix moyens facturés pour les biens et les services ont augmenté à un rythme inégalé depuis plus de vingt ans, tendance qui se répercutera, à n'en pas douter, sur les prix à la consommation dans les prochains mois », considère Chris Williamson, le chef économiste d'IHS Markit, cité dans le communiqué. Cette potentielle pression à venir sur l’inflation laisse planer un doute sur la croissance de 2022.

Pourtant, il y a des raisons d'espérer. D'abord parce que les commandes à l'industrie sont toujours fortes et continuent à croître. Ensuite, parce que le marché du travail reste très dynamique. Les entreprises renforcent leurs embauches pour répondre à la demande et, selon IHS Markit, l'emploi a affiché sa plus forte croissance depuis vingt et un ans, à égalité avec juillet 2021. Ces créations d'emplois vont renforcer encore la demande à terme et nourrir la croissance de la zone euro en 2022, malgré les vents contraires.

**L’AGENDA DU 25 octobre 2021**

**10h00 en Allemagne**

Indice IFO du climat des affaires en octobre